

SÉMINAIRE DES AMIS DE LA LIBERTÉ
« LE NÉOLIBÉRALISME CONTRE LA DÉMOCRATIE »

2 février 2022

CONFÉRENCE DE ROBERT CHARVIN

LA VIÈ RÉPUBLIQUE

L'élection présidentielle est une chose sérieuse, proclame tout de go Robert Charvin ; et il entre sans tarder dans le vif de son sujet : parmi les questions sérieuses que cette élection met (ou devrait mettre) à l'ordre du jour – à tout le moins celui du débat public – il y a celle du passage de la Vè République à la VIè République. Une VIè République à inventer, bien sûr, précise-t-il. Mais il constate aussitôt, -pour le regretter, -que seuls deux candidats (Jean-Luc Mélenchon et Fabien Roussel) abordent ce sujet dans leur programme et annoncent leur volonté de mettre un terme à la monarchie présidentielle qui existe depuis 1958, c'est-à-dire depuis 64 ans.

L'évolution de nos institutions, cela n'intéresse donc pas grand monde. Pire : il a le sentiment que l'élection a tendance à se transformer en partie de guignols. *« On l'a vu aux États-Unis avec l'élection de Trump, puis avec les mésaventures de la fin de son règne ; et on le voit aussi en France à l'occasion de cette élection de 2022, avec des événements qui surprennent par leur aspect folklorique »*. Charvin s'étonne, par exemple, de la toute récente candidature *« sortie de nulle part »* de Mme Taubira. Pourquoi pas, demain, Hollande ? Pourquoi pas Sarkozy ?

Les médias s'en donnent à cœur joie, bien évidemment. Au lieu de parler des programmes, ils s'attardent sur les personnes, tout en reprochant aux candidats de ne pas parler de leurs programmes, alors que ce sont eux – les médias – qui laissent les programmes dans l'ombre pour ne s'occuper que des problèmes de casting, de la tête des candidats, de leur personnalité, de leur comportement à l'égard des journalistes, etc. L'élection présidentielle est transformée en festival de music-hall, comme s'il n'y avait pas d'autres problèmes, bien plus importants que toutes ces vétilles.

Et puis, il y a le faux contrôle des organismes comme le CSA, qui contrôle avec rigueur les dernières semaines de la campagne électorale alors que les élections sont déterminées par le climat général qui pèse sur l'ensemble du système au fil des mois et même des années, raison pour laquelle, dans presque tous les pays du monde, les sortants bénéficient d'une prime.

Nulle part, donc, ces élections ne sont propres. Néanmoins, il est nécessaire d'en parler et de les prendre au sérieux puisqu'elles offrent une des rares occasions de se manifester publiquement, médiatiquement, avec une certaine équité, devant les citoyens. Elles offrent

une des rares occasions de parler de cette VI^e République et de dire qu'elle s'impose parce que le système actuel est un obstacle majeur à toute tentative de changement radical de la vie politique.

Charvin rappelle qu'en 1958 la seule organisation à dire non à la constitution proposée fut le Parti communiste français. *« C'est son honneur, c'est sa dignité, et il avait bien fait parce que cette V^e République s'est avérée malfaisante »*. Il rappelle aussi quels arguments brandissaient les partisans de la nouvelle constitution, et prend l'exemple de ce tract (exhumé de ses archives ?!) : *« Voter non, c'est vouer la France au sort tragique des démocraties dites populaires écrasées sous la dictature des militaires soviétiques. Voter oui, c'est vouloir que l'Algérie et le Sahara, œuvres spécifiquement françaises, demeurent terres françaises »*. Cette constitution, ajoute Charvin, était par ailleurs très proche – on le sait peu - du projet de constitution (qui, heureusement, n'a jamais vu le jour) du Maréchal Pétain, et il ressemblait beaucoup aussi à la constitution de Napoléon III. Autant de références bien peu reluisantes...

La concentration de l'essentiel du pouvoir politique de cette V^e République entre les mains du chef de l'Etat – et l'extrême limitation corrélatrice des pouvoirs du parlement - est en rupture totale avec la tradition républicaine française. Fabien Roussel le qualifie de *monarchie présidentielle, pseudo-républicaine*. *« Les quinze dernières années de cette V^e République, dit Charvin, ont été, peut-être, les pires, avec cinq ans d'une droite vulgaire, grossière, profondément réactionnaire, dont le secrétaire général de la Présidence - M. Guéant - est actuellement en prison ; cinq ans de fausse gauche qui a discrédité toute la gauche dans l'opinion française ; cinq ans d'un brillant manipulateur qui a créé dans la société française une confusion comme il y en a rarement eu, toute la société étant fragmentée, chaque individu étant fragmenté lui-même en courants de pensée variés et contradictoires »*. Tout cela combiné avec la poursuite d'une politique favorable au patronat et la destruction des services publics. Il n'est qu'à voir la situation – aujourd'hui – de l'hôpital public ou de l'Éducation nationale, pour ne citer que ces deux secteurs.

On peut reprocher à la V^e République, d'abord et avant tout, cette personnalisation généralisée de la vie politique, comme si nous étions sur l'avant-scène du Lido, où les vedettes se succèdent les unes aux autres. Cette personnalisation de la vie politique a été contagieuse dans tous les secteurs de la vie publique. Elle s'est combinée avec le goût du vedettariat qui est entretenu dans le domaine du sport, dans le domaine des arts, dans celui de la littérature. Dans tous les domaines, on cultive les vedettes, et la présidence de la République s'inscrit dans ce jeu où la *personne exceptionnelle* ou les "Zorros" dominant la société au détriment de la masse des citoyens, avec pour résultat des niveaux d'abstention aux élections vertigineux, spécialement parmi les plus jeunes (87% de ces derniers ne votent pas !). Cette abstention est une réponse à un certain dégoût qu'inspire la vie publique, où les citoyens ont

le sentiment de ne rien pouvoir faire face aux mastodontes qui monopolisent le temps d'antenne.

Le constat de Charvin est donc sans appel. Mais, ajoute-t-il encore, ce régime est parfaitement fonctionnel. Il est parfaitement adapté au système socio-économique qu'il sert, -et c'est pourquoi il dure. Il est plus facile aux lobbies et aux grands intérêts économiques et financiers de peser sur des petits noyaux d'individus que sur des grandes forces, des groupes parlementaires, des assemblées élues de toutes natures. La même remarque vaut d'ailleurs pour l'Europe.

<O>

La VI^e République, donc, est une nécessité ; c'est le besoin de mettre en place de nouvelles règles du jeu politique pour remobiliser les citoyens et pour donner à la citoyenneté de chacun un minimum de place, que ce soit dans la vie publique ou dans le monde du travail. On ne peut pas se satisfaire de faire des citoyens des arbitres entre des chefs ; entre des candidats-chefs désignés par des élites. Des élites qui sont en fait des héritiers.

Pour que l'abstention recule, il faut *fonder* la démocratie. Charvin dit bien fonder, et non pas refonder. C'est l'une de ses grandes thèses, qu'il a argumentée dans différents textes¹. « *Jamais la démocratie n'a existé à ce jour, nulle part, dans aucun pays du monde* ». Il y a eu des acquis démocratiques, dans beaucoup d'endroits, grâce à des luttes sociales vives, mais jamais on n'a fondé une véritable démocratie. Ce « *nouveau produit politique* » reste à fonder. A fonder et à relancer et à approfondir sans cesse, à vrai dire ; car il faut sans doute penser la démocratie comme une création continue. Il ne faut pas imaginer un "paquet-cadeau" appelé démocratie qui, un jour, tombera ou du ciel ou de l'action. La démocratie, si elle vient un jour à exister, appellera une adaptation permanente à la vie économique, à la vie sociale, aux sciences, aux besoins des citoyens.

On n'imagine pas, par exemple, qu'on en reste aux droits de l'homme tels qu'ils ont été élaborés en 1789. Avec ce que l'on sait aujourd'hui sur l'unité du monde vivant, ou sur les problèmes climatiques, comment ne pas imaginer d'intégrer dans les déclarations des droits humains l'ensemble du monde vivant tout entier, y compris de l'animal ? Même chose, bien

¹ Voir, en particulier :

- « *La démocratie ? Quelle démocratie ?* », in *POLITEIA*, revue semestrielle de droit constitutionnel comparé, n° 18, 2010 (reproduit dans *Les RPC de Robert Charvin, Amis de la liberté*, juin 2016) ;
- « *L'urgence de la VI^e République* », conférence à Garibaldi le 25 septembre 2014 : <https://amisdelaliberte.fr/~configuration.php/index.php/11-amisdelaliberte/rencontre-de-la-pensee-critique/67-2014-09-25-robert-charvin-l-urgence-d-une-vie-republique> (reproduit dans *Les RPC de Robert Charvin, Amis de la liberté*, juin 2016) ;
- « *Quelle démocratie ?* », conférence à Garibaldi le 6 avril 2017 : <https://www.youtube.com/watch?v=8PaLGAUMhi0>
- « *"Communauté" internationale ou empires oligarchiques ?* », in *Droits*, 2019/1, n° 69, pages 3 à 28.

évidemment, pour les droits des femmes, où des progrès sont en cours. Ils doivent être intégrés dans les textes constitutionnels, ce qui garantira leur stabilité et leur développement.

Les quatre priorités absolues de cette démocratie-processus sont les suivantes :

1. Liquider la présidence de la République, toute puissante aujourd'hui. Liquider tout ce qui l'accompagne : les problèmes de parrainage, de financement, de maîtrise inéquitable des médias. Est-il acceptable que le Président de la République entre en campagne pratiquement un an avant l'élection, sans être candidat, et en mobilisant les moyens de l'Etat, alors que les autres candidats entrent en campagne bien plus tard, et en prenant des risques financiers importants ? Liquider la présidence de la République c'est aussi liquider cette élimination du second tour qui n'a aucun sens. C'est liquider aussi cette situation anormale qui voit des états-majors restreints désigner les candidats. *« Aujourd'hui, dit Charvin, on a le sentiment, je le pense profondément, que l'élection présidentielle est un vaste cirque producteur de sous-citoyens, à la recherche de leurs vedettes dans des fan-clubs, soutenant aveuglément leur candidat quelles que soient ses positions ou attitudes ».*
2. Donner de vrais pouvoirs au Parlement, allant bien au-delà de ceux qu'il a pu avoir sous la IV^e République ou la III^e. Les députés doivent être bien élus, et pour cela l'abstention doit être réduite. Il faut instituer le droit de vote à seize ans, qui est d'ailleurs aujourd'hui la majorité pénale. Il faut un mode de scrutin représentatif, efficace, qui ne dissimule pas la réalité : la représentation proportionnelle. Il faut que l'on puisse révoquer les élus qui n'ont pas respecté le mandat qu'ils avaient défendu devant les électeurs, et il faut plus de commissions d'enquête parlementaires pour assurer plus de transparence dans la vie sociale (cf. les événements qui touchent les EHPAD).
3. Instaurer plus de démocratie directe. Démocratie directe à inventer, là aussi. Et à combiner avec le système représentatif.
 - a. Le Referendum d'Initiative Citoyenne (RIC) proposé par les Gilets Jaunes est une initiative intéressante. Il faut multiplier les possibilités de referendum sans fabriquer des *usines à gaz*, comme c'est le cas actuellement, en France, avec les textes en vigueur. Ces referendums, qui peuvent être nationaux, régionaux ou locaux, permettraient d'associer les citoyens au règlement des questions qui les préoccupent.
 - b. Il faut aussi s'interroger sur le fait qu'aujourd'hui même la guerre échappe à la décision des citoyens, et est à la décision d'un petit noyau dur du pouvoir central (chef de l'Etat, ministre de la Défense, militaires de haut rang). Pourquoi pas demain la guerre avec la Russie à propos de l'Ukraine ?
 - c. Il faut imaginer aussi que le tirage au sort est peut-être une technique qui, dans certaines situations, pourrait servir efficacement les intérêts de la population. On l'a vu avec l'assemblée de simples citoyens tirée au sort pour débattre des problèmes d'environnement et de lutte contre les pollutions, etc. Le sommet de l'Etat n'a guère tenu compte, certes, de leurs conclusions. Il n'empêche : ils ont beaucoup travaillé.

- d. Il faut aussi, sans doute, donner aux élus un véritable statut, avec quelques moyens matériels.
4. Enfin, *« il faut intégrer dans la constitution toute une série d'exigences qui conduiraient la société vers plus de démocratie »*. En effet, la justice ou les autorités administratives indépendantes ne peuvent pas tout. Elles doivent pouvoir s'adosser à des textes dont l'autorité surplombante est incontestable. Quelques exemples :
- a. Les droits du monde vivant. C'est la découverte de notre époque : on ne peut plus "faire l'économie" du respect de tout ce qui est vivant sur la planète, au risque de la détruire, puisque tout se tient, depuis l'insecte jusqu'à l'être humain.
 - b. Les droits de la femme. C'est un domaine où les choses commencent à bouger, mais il reste encore beaucoup à faire.
 - c. Les nationalisations. Sous la réserve expresse *« de ne pas les confondre avec l'étatisation (on a vu la difficulté à surmonter le pouvoir étatique à l'intérieur de l'entreprise), elles peuvent être un outil pour changer le mode de production. C'est capital »*. La nationalisation c'est le retour à la nation des biens qui lui permettent de se développer. Cela doit s'accompagner de l'invention de nouveaux modes de gestion, en s'inspirant notamment de l'économie sociale et solidaire et de l'autogestion.
 - d. Un statut clair des médias, de tous les médias, pour lequel on peut s'inspirer du modèle du Conseil National de la Résistance (CNR).
 - e. La place du travail par rapport à tous les autres facteurs de production. Comment doit-il être organisé dans l'entreprise ? Comment doit-il être respecté dans la société ?
 - f. La fiscalité. Elle doit être progressive. A cet égard, des principes clairs doivent être établis, et l'évasion fiscale considérée comme un crime de première importance.
 - g. Il faut stabiliser les services publics, garantir leur pérennité et leur développement.
 - h. Il faut une justice indépendante. Cela concerne non seulement l'ingérence du pouvoir politique dans le fonctionnement de la justice, mais aussi le mode de recrutement des magistrats, leur formation, leur promotion. Nombre de magistrats sont prêts, bien sûr, à être indépendants, mais pas au prix de mettre en péril leur avancement dans la carrière. Il faut enfin faire l'indépendance du Parquet !
 - i. La laïcité. La loi de Séparation de 1905 peut être reprise. La laïcité doit être appliquée partout, y compris en Alsace-Moselle. Par ailleurs, il faut combattre l'idée (au demeurant très répandue dans toutes les sociétés du monde²) que la laïcité a comme ennemies les religions minoritaires.
 - j. Garantir, enfin, la Sécurité Sociale, qui est l'événement le plus extraordinaire que la France ait connu pour modifier la situation sociale. Il faut se battre contre le fait que beaucoup de français assimilent la Sécurité sociale à un vague système d'assurance,

² Cf. la répression des Juifs pendant tout l'Ancien Régime, ou celles des Protestants pendant de longues périodes. Aujourd'hui, c'est au tour des Musulmans. *« A qui le tour demain ou après-demain ? »*, demande Charvin. *« Ce sont des discriminations barbares, d'un autre temps, ajoute-t-il, que d'assimiler les Dieux des autres au Diable »*.

autant dire à une banalité, alors que sans la Sécurité sociale beaucoup de français – comme aux États-Unis – ne seraient plus de ce monde.

En fait, -et en un mot comme en cent, -« *il s'agit*, dit Charvin, *pour fonder une démocratie, de séparer l'argent et le pouvoir* ». « *Quelle entreprise !* », ajoute-t-il aussitôt. Assurément ! La VI^e République, il faut l'inventer, disait Charvin il y a quelques minutes. Après cette énumération, c'est encore plus évident !

Est-ce ennuyeux si les programmes des candidats ne disent pas grand-chose sur tous ces sujets ? Pas vraiment. Pas vraiment, parce que l'essentiel est de s'en remettre aux citoyens pour, précisément, inventer les choses pas à pas. « *Cette VI^e République doit être une œuvre collective, inventive, sans modèle, parce qu'il n'y en a pas ; sans idole* ». Elle doit être toujours provisoire, périodiquement révisable. Inconcevable ? Insurmontable ? Non, répond Charvin. Et il donne l'exemple de la Révolution française, où « *tout a été inventé* ». A la veille, ou presque, de l'exécution de Louis XVI, personne ou presque n'imaginait la possibilité d'un Etat sans Roi. Cela faisait mille ans que le pouvoir royal était en place, et il était bien compréhensible qu'il ne soit pas facile d'imaginer une société sans Roi³. Et pourtant, regardons ce qui a été fait pendant la Grande Révolution : l'invention des assemblées, qui se voulaient représentatives ; l'invention des élections ; et mille principes nouveaux. Eh bien, il faut maintenant inventer de nouveaux principes pour la révolution citoyenne qui, un jour ou l'autre, devra s'imposer.

Quel schéma de changement ? Quel mode opératoire ? A l'avis de Charvin, qui voit aussi comment, dans les différents pays, de profondes modifications peuvent se produire, les élections seules ne semblent jamais avoir permis de révolution structurelle profonde. Par ailleurs, les mouvements de masse, seuls, semblent finir par évoluer vers des régimes autoritaires. Charvin pense qu'il faut « *une conjugaison d'un mouvement de masse, -c'est-à-dire des millions et des millions de français dans la rue pour protester, pour imposer, pour s'imposer, -et des élections de ratification* ». Charvin donne l'exemple de la Corée du sud du milieu des années 2010, où la population descendue dans la rue par millions et par millions a imposé une certaine démocratisation, avec une présidence plus apte à la négociation avec le nord, plus indépendante aussi à l'égard des États-Unis. Bref, le schéma de changement, c'est mouvements de masse + élections. Pourquoi les médias occidentaux n'ont-ils pipé mot de ces événements ? C'est sans doute que cela pourrait donner de mauvaises idées aux peuples.

Charvin termine en citant Robespierre, à côté de qui, comme Jaurès, « *il aime bien s'asseoir* » : « *L'art de gouverner n'a été que l'art de dépouiller le plus grand*

³ C'est peut-être ce qui explique – en partie tout au moins – la brutalité et la violence qui se sont imposées à cette époque-là : couper la tête du Roi s'est imposé comme une nécessité pour mettre en cause le principe de cette inviolabilité du pouvoir royal qui durait depuis si longtemps.

nombre au profit du petit nombre ». Ce propos de Robespierre est vrai aussi, selon Charvin, dans nos « *pseudo-démocraties* ». Robespierre a dit aussi : « *L'aristocratie est l'Etat où une partie des citoyens est souveraine, et le reste est sujet. Et quelle est l'aristocratie la plus insupportable de toutes ? Celle des riches* ». Là aussi, fait observer Charvin, ce que dit Robespierre résonne avec ce que nous avons sous nos yeux aujourd'hui. Autrement dit, dit encore Charvin, « *l'histoire ne finit jamais ; elle continue* ».

<O>

Question – Merci, Robert, pour cette intervention, qui résonne bien avec les interventions précédentes du séminaire. Quand tu dis que tout tourne autour de l'idée de séparer l'argent et le pouvoir, est-ce que tu serais d'accord pour dire qu'après la loi de Séparation des Églises et de l'Etat de 1905 il faudrait imaginer une autre loi de Séparation, mais cette fois-ci des pouvoirs économiques et financiers et de l'Etat ?

Réponse – Certainement ! On peut penser que c'est une nouvelle forme de laïcité, mais plus complexe à mettre en place, sans aucun doute, que la précédente. Comment faire pour que l'argent ne pèse pas de manière déterminante dans la vie des sociétés ? Mais cela ne me paraît pas plus difficile que de parvenir à éloigner le christianisme du pouvoir, après presque deux millénaires de domination s'imposant dans tous les domaines des sociétés à côté du pouvoir royal. La mise en œuvre de la première Séparation, ne l'oublions pas, n'a pas été une "promenade de santé". La séparation d'avec l'argent sera sans doute plus terrible puisque l'argent est partout dans la société, et que nous sommes tous "fabriqués" avec cet esprit de rentabilité. Il y a fort à parier que chaque réforme s'attirera cette question : « *avec quel argent ?* ». On veut nous faire croire qu'il n'y a pas d'argent. Mais ce n'est pas vrai : l'argent circule de par le monde. Pensons à l'évasion fiscale, au trafic des armes, au trafic de la drogue, de la prostitution. La seule élimination de ces trafics donnerait des possibilités énormes de récupération. Mais, évidemment, pour imposer à ceux qui ont les moyens de les perdre, il faudra de multiples combats. Rien n'est joué d'avance. L'histoire n'a pas une fin certaine. On y a cru. On a cru qu'il y avait une sorte de logique qui devait déboucher, tôt ou tard, sur une issue communiste. Je ne suis pas sûr, pour ma part, qu'une issue soit concevable. Mais s'il n'y a pas cela, comme dit Badiou, alors il n'y a plus rien à faire. Si l'hypothèse communiste n'est pas réaliste, alors il n'y a plus rien à faire. On n'est pas sûr d'atteindre l'objectif, mais si l'objectif est inaccessible, alors il faut « *aller se coucher* ». Par rapport à tout cela, nos petites querelles internes ou externes sont très secondaires.

Question – Tu dis, à propos du mode opératoire, qu'il faut articuler mouvements de masse et élections. Mais, en ce qui concerne les mouvements de masse, ce que nous avons sous les yeux aujourd'hui n'est pas très joyeux. On ne voit pas, on ne voit vraiment pas, comment les gens pourraient, à un moment donné, se mettre en mouvement, même si on sait bien, évidemment, que juste avant 68 la France s'ennuyait, ou bien encore que ce qui semblait hors

d'atteinte avant la Révolution est devenu une réalité du jour au lendemain. Les fulgurances de l'histoire existent, bien entendu, mais la société que nous avons aujourd'hui sous les yeux n'est pas très rassurante.

Réponse – Il faut rappeler les événements de 68, effectivement. Charvin se souvient très bien qu'un certain jour de mai, entre le début et la fin de la journée, tout avait basculé : drapeaux rouges partout, gare fermée, etc. Une mobilisation générale commençait. Un rapport de forces s'était inversé. C'est vrai, bien sûr, que la prévision et l'interprétation de toutes ces choses est particulièrement complexe. Par-dessus le marché, aujourd'hui, il faut faire avec les sondages. Tout cela est vrai, mais il ne faut pas négliger le fait que des événements peuvent se produire ailleurs. N'oublions pas que la Révolution française a été aussi une onde de choc pour beaucoup de pays européens. Renversons les choses. Qui sait ce qui peut se produire demain en Asie, en Afrique ou dans le Maghreb ou ailleurs ? Qui sait si de tels événements ne pourraient pas, à l'inverse de ce qui s'est passé à la fin du XVIII^e siècle, réveiller chez nous cette fois-ci un imaginaire révolutionnaire ? Personne ne le sait, évidemment, et ne cherchons pas à prévoir ces choses.

Question – La baisse tendancielle du taux de profit a donné naissance à une finance internationale énorme. Comment faire face à ce système tout puissant, qui est capable de sortir de son chapeau, à deux mois d'une élection présidentielle, une usine à Dunkerque ? A supposer que l'on réussisse quelque chose, comment faire avec cette finance internationale ?

Réponse – Nous avons déjà connu ce type de situation. Avant la Révolution, la population française faisait face à l'aristocratie et à la noblesse, qui avaient tout à l'époque ; l'argent, les armes, tout. La question n'est pas technique. Si on prend la question de la dette, par exemple, il faut dire que personne ne la paiera jamais. Jamais. Comment l'Etat renfloue-t-il ses caisses ? Par la croissance, l'inflation et la TVA. Les vrais obstacles ne sont pas techniques, mais ils sont dans les têtes, y compris dans les nôtres.

Question – Justement. Les questions que tu poses supposent quand même des gens critiques, éveillés, interrogatifs... Et on a le sentiment que l'école d'aujourd'hui ne favorise pas ça. La démocratie implique aussi un grand chantier éducatif.

Réponse – Il faut une autre école, c'est absolument certain. Je regrette souvent, par exemple, que dans nos programmes politiques on ne parle que des moyens, et que les programmes et la pédagogie ne fassent pas l'objet d'une attention suffisante. Des bouleversements profonds sont pourtant indispensables dans ces domaines aussi.

Question – Au niveau de l'école, la volonté de dénonciation des réformes s'estompe alors que, dans le même temps, l'école est accablée par tous les problèmes de la société. Les luttes n'aboutissent plus. Les enseignants ont l'impression d'être devant un mur et se demandent comment ils pourraient bien le percer. Le capitalisme maîtrise à un tel point la lutte idéologique qu'on en arrive à une aliénation totale de tous les travailleurs, y compris les enseignants. La société est désabusée. Comment redonner de l'espoir ? Comment provoquer

une prise de conscience ? Charvin parlait des mouvements de masse, mais ceux-ci ne débouchent plus...

Réponse – Je crois qu’aggraver la situation matérielle dans les services publics à un point maximal est une façon d’empêcher toute réflexion sur autre chose. Comment se projeter dans une amélioration qualitative des services publics, en effet, quand on est confronté, au quotidien, à la misère des moyens ? Quand on en est là, on cherche plutôt à sauver les meubles. La stratégie de la misère des services publics conduit à cela, et elle marche très bien. Elle permet au capitalisme d’avancer encore, et encore. De ce point de vue, il ne faut pas le sous-estimer car il sait ce qu’il veut et il sait ce qu’il fait. Nos adversaires sont très intelligents. Nous serions bien inspirés de bien étudier leur stratégie. Par exemple, dans un tout autre domaine, Charvin s’interroge sur l’affaire ukrainienne. Qu’est-ce qui a bien pu se passer pour que subitement elle arrive sous les feux de l’actualité ? Les mois à venir nous apporteront peut-être des éléments de réponse... Charvin revient, pour terminer, sur la question de l’éducation. Nous en avons parlé en relation avec les services publics. *« Mais, il y a aussi, dit-il, notre éducation politique. Là, nous avons beaucoup beaucoup de lacunes à combler. Cela fait des décennies, maintenant, que les écoles du parti n’existent plus. Cela fait longtemps que je réclame un sursaut dans ce domaine, mais sans succès, je dois le dire »*. Tout se passe, selon Charvin, comme si nous étions *« théoriquement paralysés »*. Nous ne savons plus quoi dire, ...et nous ne le disons pas. Le risque de cette situation est *« une social-démocratisation globale »*.

Daniel Amédéo